



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 20 juin 2023



Laaziz Faïd reçoit Le directeur Maghreb de la SFI

Comment développer le système bancaire



De nouveaux paradigmes de gestion sont nécessaires pour l'application des nouvelles orientations économiques.

Dans le souci de donner une plus grande visibilité aux nouvelles dispositions et aptitudes de l'économie nationale, notamment en matière d'investissements, le ministre des Finances Laaziz Faïd a abordé dimanche avec le directeur Maghreb et Djibouti auprès de la Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale (BM), Xavier Reille, «les réformes engagées par l'Algérie en vue de diversifier son économie et booster son développement socio-économique, dans un contexte mondial marqué par l'inflation des prix des produits de base». Cette rencontre qui intervient dans une phase cruciale de la restructuration du système bancaire, confirme l'intérêt que portent les organismes internationaux aux avancées économiques réalisées ces dernières années, mettant en avant le rôle prépondérant du secteur des finances. L'objectif étant de dégager une vision de coopération entre l'Algérie et la SFI, notamment en matière d' «amélioration du climat des affaires, de la redynamisation du rôle du secteur bancaire dans la relance économique et son implantation à l'étranger ainsi que du rôle des start-up dans l'accroissement de la richesse» précise le communiqué du ministère. Des axes centraux qui nécessitent d'être portés par une assise financière et bancaire des plus solides, pour concrétiser les objectifs de la nouvelle politique économique. C'est dans cette optique que de telles rencontres permettront de véhiculer une nouvelle image de l'économie nationale, et mettre à disposition des investisseurs étrangers des données qui reflètent la réalité du terrain et les perspectives réelles d'échanges et de coopération. Ces dernières sont le fruit d'un travail de fond effectué dans l'optique de remettre l'économie nationale sur les rails de la performance, de la compétitivité, et du développement durable. Il faut dire qu'en un laps de temps très court, les actions de réformes de l'ensemble des secteurs ont abouti à des résultats plus que probants. La mise en place de nouveaux paradigmes de gestion et l'application des nouvelles orientations économiques, ont contribué à un positionnement inédit de l'économie algérienne sur le plan régional et international. Il y a lieu de convenir que le passage d'une économie de rente à une économie productive, est en train de s'opérer sur les principes qu'imposent les derniers développements économiques mondiaux. D'où l'importance de la pertinence et de l'efficacité des nouvelles dispositions adoptées par l'État. Dans ce sens, le ministre a tenu à rappeler «les mesures introduites par la nouvelle loi sur l'investissement, visant l'amélioration du climat d'investissement et l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, à travers, notamment l'instauration de plus de transparence et davantage de garantie». Des éléments qui permettent, désormais, aux investisseurs d'optimiser leur engagement financier et de gérer leurs activités avec des perspectives de développement sécurisées. C'est précisément à ce niveau que le système bancaire est appelé à assurer une assistance et un accompagnement à même de renforcer les opportunités de développer ces filiales et ces produits. Dans ce sillage, le ministre est revenu sur l'importance de consolider de telles coopérations, indiquant que «la SFI a pour mission de soutenir le développement du secteur privé, en appuyant les entreprises de ses pays membres à travers notamment, des financements et des prises de participations, tout en leur assurant des appuis techniques en vue de leur permettre d'être compétitifs sur le marché»

Il tente d'inonder le marché algérien de fausse monnaie

Une sournoise guerre du Makhzen

Le Makhzen et ses alliés sionistes ont lancé une nouvelle «guerre» contre l'Algérie, aussi sale que celle de la drogue.

Le Makhzen décroche encore son dard! Il vient de lancer de nouvelles «hostilités» contre notre pays. Après avoir échoué avec les cyberattaques et la drogue, il mène une «guerre» aussi sale que celle des stupéfiants. Le Maroc tente de s'attaquer à l'économie nationale en inondant le pays de faux billets. La police vient de déjouer un plan ourdi qui allait dans ce sens. «La sûreté de Sidi Bel Abbès a déjoué, le week-end dernier, un plan criminel ourdi depuis le Maroc pour frapper l'économie nationale à travers la mise en circulation sur le marché national de faux billets de 2.000 DA», a indiqué, dans la soirée de dimanche dernier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Les services de sécurité ont reçu des informations sur un groupe criminel s'apprêtant à mettre en circulation de faux billets dans la wilaya de Sidi Bel Abbès. Néanmoins, l'enquête a révélé qu'il ne s'agit pas d'un simple groupe de faussaires qui voulait se faire de l'argent, mais plutôt d'un grave complot fomenté de l'autre côté de la frontière ouest du pays. En effet, le principal mis en cause a été arrêté en flagrant délit dans son domicile transformé en atelier clandestin, où il fabriquait ces faux billets. Après investigations et grâce aux documents retrouvés, les enquêteurs sont remontés à la source de ce crime, qui n'est autre que le...Maroc! «Les détails du plan suivi par ce réseau criminel, organisé, composé de quatre individus, mené depuis le Maroc par son instigateur, qui a engagé deux individus originaires de la ville de Maghnia (Tlemcen) pour introduire illégalement le papier et d'autres produits utilisés dans la falsification des billets de banque, avant de les remettre au principal mis en cause», souligne la Police nationale. Ce complot bien étudié visait à profiter des fêtes de l'Aïd el Adha pour introduire cet argent. Ils voulaient l'introduire au niveau des marchés à bestiaux, où l'argent coule à flots sans passer par le circuit officiel. Cela aurait pu se passer comme une lettre à la poste sans la vigilance des services de sécurité. «321 millions de centimes en coupures de 2.000 DA, ainsi que du matériel et des feuilles d'argent utilisés dans la falsification et l'impression ont été récupérés», soutient la police. Il s'agit certes d'une goutte d'eau dans un océan, mais cela montre la nouvelle stratégie du Makhzen et ses alliés sionistes pour tenter de déstabiliser l'Algérie. D'ailleurs, depuis quelques mois, des commerçants et citoyens, notamment de l'Ouest du pays, ont signalé ce type de faux billets dans certaines transactions. Il s'agissait d'un «ballon sonde» pour tester la vigilance des citoyens mais surtout des services de sécurité et des banques. Ils ont vite été repérés. L'Aïd el Adha était le moment propice pour lancer cette attaque. Ils voulaient profiter de toute l'effervescence et l'argent qui circule durant cette période pour semer un «chaos» financier. Un plan des plus diaboliques. Car cette menace imminente peut avoir un impact dévastateur sur l'économie nationale. La guerre contre la drogue est, certes, une grave menace sur la société, cependant, ses conséquences se font ressentir sur le long terme. Ce qui permet aux autorités

de trouver des solutions adéquates à ce problème. Or, les effets néfastes de la fausse monnaie se font rapidement ressentir, mettant en péril l'économie nationale. Cette situation peut conduire à la faillite économique en dévaluant la monnaie et en sapant la confiance des citoyens dans cette dernière. Cela est encore plus grave pour les pays où l'informel prédomine. Ces billets contrefaits peuvent rapidement se propager, mettant en danger la stabilité financière. Le pouvoir d'achat des citoyens va baisser peu à peu jusqu'à se retrouver avec des bouts de papier qui coûtent plus cher que la valeur qu'ils indiquent. Une situation des plus désastreuses qui met les autorités face à l'obligation de changer de monnaie. Mais c'est un grand dilemme. Avec les faux billets en circulation, la Banque d'Algérie se retrouve alors avec un excès de monnaie contrefaite, ce qui menace de déséquilibrer davantage l'économie. Pour éviter une telle situation, la banque centrale peut être contrainte de recourir à la planche à billets. Un cercle vicieux de dépréciation monétaire et d'inflation galopante. Cette nouvelle forme de «guerre» est donc à la fois grave et immédiate. Un grand coup de poignard «fraternel»! Heureusement que, comme avec la drogue, les services de sécurité, à leur tête l'Armée nationale populaire (ANP), veillent. Le message est clair: rien ni personne ne pourra atteindre le pays d' un million et un demi-million de martyrs...



Investissements dans les énergies renouvelables et la pétrochimie

Doha affiche son intérêt.

Le représentant de la Banque qatarie de l'énergie, et le président exécutif de la compagnie pétrolière, Gulf Petroleum, ont été reçus par le ministre de l'Énergie.

Le secteur pétro-gazier enchaîne partenariats et contrats. Après ceux conclus récemment avec la compagnie indonésienne, Pertamina, la société espagnole, Repsol et le géant russe Gazprom, on voit poindre d'importants investissements communs avec un autre acteur mondial dans le domaine des hydrocarbures, le gaz notamment: le Qatar. Les moyens de coopération et d'investissement communs ont été évoqués lors de la réception, dimanche dernier, du représentant de la Banque qatarie de l'énergie, Khalid Ben Jaber Al-Thani et du président exécutif de la compagnie pétrolière, Gulf Petroleum, Abdul Aziz Hamad Al Dulaimi par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Cette rencontre a permis «d'examiner les opportunités d'affaires et d'investissement offertes pour la compagnie pétrolière, Gulf Petroleum en particulier et les entreprises qataries de manière générale, dans les domaines des hydrocarbures et de la pétrochimie, à travers l'établissement de projets d'investissement prometteurs pour les deux parties en Algérie», a révélé un communiqué des services du successeur de Abdelmadjid Attar. Il faut savoir que le secteur des hydrocarbures épine dorsale de l'économie nationale qui affiche un programme ambitieux dans plusieurs domaines (pétrochimie, énergies renouvelables...) s'est doté de surcroît d'une nouvelle loi très attractive pour l'investissement étranger. Des atouts que le ministre de l'Énergie et des Mines a mis en valeur. Un aperçu sur le programme de développement du secteur de l'énergie et des mines, de même que le contenu et les objectifs de la nouvelle loi sur les hydrocarbures dans la perspective de

relancer les activités de recherche des hydrocarbures et leur exploitation en Algérie a été présenté par Mohamed Arkab qui a en outre mis en lumière la nouvelle loi sur l'investissement. Sachant que cette dernière représente un véritable acquis à même de concourir à la réalisation d'un développement intégré et durable, en sus de créer un véritable climat d'investissement pour encourager les investisseurs et les porteurs de projets nationaux et étrangers.

Un aspect mis en exergue par le président de la République lors de sa visite d'État en Russie. Le pays a mené «des opérations pour assainir et habiliter le foncier industriel, réunir les facteurs susceptibles d'attirer les investisseurs et les hommes d'affaires vers les zones industrielles et les zones d'activité des microentreprises, dans le respect des critères de concurrence et de transparence et en offrant toutes les garanties» nécessaires, a assuré Abdelmadjid Tebboune en s'adressant aux hommes d'affaires russes, tout en insistant sur «les efforts colossaux déployés en matière de lutte contre la bureaucratie, à travers la libération de l'investissement des entraves administratives». L'écho a vraisemblablement retenti à Doha. Les deux parties (algérienne et qatarie, Ndlr) ont montré «un grand intérêt pour la création d'opportunités de coopération et d'investissement, vu les opportunités et les grands moyens d'investissement offerts, et de par les relations historiques ancrées et exceptionnelles unissant les deux pays frères, a indiqué le communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines. Les moyens de coopération et d'investissement, en matière des énergies renouvelables, notamment de fabrication locale des équipements de l'industrie pétrolière, d'exploitation des ressources minières...ont fait l'objet d'un intérêt particulier. Il faut savoir que la coopération algéro-qatarie ne relève pas du domaine exclusif des hydrocarbures. Les deux pays ont décidé d'élever le niveau au domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique lors de la tenue, en décembre 2021, à Alger du 18e Congrès des ministres arabes de l'Enseignement supérieur. L'intérêt accordé à la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé du citoyen figuraient parmi les priorités...Une palette qui peut encore s'élargir.



13 milliards de dollars de recettes hors hydrocarbures en 2023

L'autre grand pari

L'amélioration des capacités de chargement et de stockage dans les ports est revendiquée par les opérateurs économiques pour relever ce challenge.

L'année 2023 qui a été marquée par l'élection de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU sera aussi celle des exportations hors hydrocarbures. Objectif: 13 milliards de dollars de recettes d'ici fin décembre. «C'est un challenge. Ça reste un objectif à atteindre, il faut juste réunir les conditions pour cela. Je pense que les ministères concernés travaillent dans ce sens», cependant, il reste encore beaucoup de choses à améliorer a déclaré, hier, sur les ondes de la chaîne 3 le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal). Que propose-t-il? L'invité de la Rédaction de la Radio nationale d'expression française a évoqué les capacités de chargement et de stockage dans les ports que certains opérateurs économiques ont déjà demandé à améliorer pour augmenter leurs volumes d'exportations. Ali

Bey Nasri cite à ce propos l'exemple du ciment. «C'est le cas du ciment actuellement. Nous exportons environ 9 millions de tonnes/ an. Nous avons un potentiel qui peut atteindre jusqu'à 15 ou 16 millions d'exportation. Malheureusement nos ports ne peuvent pas prendre en charge ce volume-là», regrette l'hôte de la chaîne 3. Tout en faisant référence au complexe sidérurgique Tosyali Algérie d'Oran, qui exporte 950 millions de dollars/an, et qui pourrait faire beaucoup mieux s'il ne rencontrait pas cette contrainte. «On peut aller jusqu'à 20 millions de tonnes d'exportation de clinker, mais il faut d'abord augmenter les capacités de chargement», a assuré le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens. «En 2017, on était importateur. On a importé jusqu'à 7 millions de dollars. On est devenu excédentaire en 2022», grâce aux efforts fournis, maintenant il faut continuer à travailler dans cette voie, a souligné Ali Bey Nasri, conseillant d'investir plus dans la formation, notamment dans le domaine de l'exportation. «C'est une nécessité, aucune entreprise exportatrice ne peut valablement durer à l'étranger si elle n'a pas les compétences pour cela», a fait remarquer l'invité de la chaîne 3. Au sujet du ciment, il faut savoir qu'il s'est distingué en arrivant en seconde position des matériaux de construction exportés. Ses ventes ont permis à l'Algérie d'encaisser 424 millions de dollars en 2022, contre 215 millions de dollars en 2021 et 68,8 millions de dollars en 2020. Le ciment permet à l'Algérie, il faut le souligner, d'intégrer le «top 20» des pays exportateurs de ce matériau et de pointer au 14e rang à l'échelle mondiale. Les exportations de ciment ont fini par connaître un véritable boom. Ce qui a permis au pays de passer du stade d'importateur à celui d'exportateur. Il faut souligner que la hausse des exportations hors hydrocarbures est une priorité de la feuille de route tracée par le président de la République au gouvernement. Le processus a été entamé lorsqu'il a exhorté l'Exécutif à augmenter les «exportations hors hydrocarbures à 5 milliards de dollars, d'ici fin 2021», contre les 2 milliards de dollars de l'époque lors de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, qui s'est tenue en août 2020. La dépendance quasi totale de l'économie nationale à la rente pétrolière «est fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative», avait souligné Abdelmadjid Tebboune. Des déclarations qui ont provoqué le déclic. L'objectif a été atteint. L'appétit venant en mangeant, la performance a été dépassée en 2022. Les exportations hors hydrocarbures ont atteint un niveau record: 7 milliards de dollars. L'Algérie vise désormais encore plus haut: 13 milliards de dollars en 2023.



La 54e FIA ouvre ses portes mardi avec la participation de près de 640 exposants

Près de 640 exposants, algériens et étrangers, prendront part à la 54ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) qui ouvre ses portes mardi au Palais des expositions (Pins maritimes) et se poursuivra jusqu'au 25 juin sous le thème "Algérie: vision et nouvelles perspectives".

Cet évènement économique de grande importance, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura comme invité d'honneur l'Italie.

La nouvelle édition de la FIA ouvrira ses stands à 473 entreprises algériennes et 165 étrangères représentant 30 pays à savoir: la Turquie, la Biélorussie, la Jordanie, l'Allemagne, le Cameroun, la Syrie, le Cuba, la France, le Sénégal, le Pakistan, l'Italie, l'Iran, le Ghana, la Tunisie, le Mali, la Palestine, le Vietnam, le Brésil, le Bangladesh, le Niger, la Mauritanie, la République arabe sahraouie démocratique (RASD), le Mozambique, le Kenya, l'Azerbaïdjan, la Tanzanie, la Lybie et l'Egypte.

La Chine et la Russie sont représentées par des participations individuelles.

L'Italie sera représentée dans cette édition par 13 exposants, tandis que la Jordanie viendra en tête de la participation étrangère avec 25 exposants, suivie notamment de la Turquie (22), la Syrie (20), l'Iran (12), le Pakistan (11) et la Palestine avec 10 participants.

Outre les entreprises étrangères, il y aura la participation de 473 exposants nationaux répartis sur 157 entreprises publiques et 316 entreprises privées, activant dans les domaines des industries électroniques et électriques, électroménager, agroalimentaire, services, industries chimiques, pétrochimiques et mécaniques, artisanat, bâtiment et travaux publics.



Céréales: l'Algérie prend la présidence du CIC à partir de juillet 2024

L'Algérie, élue à l'unanimité vice-présidente du Conseil international des céréales (CIC) pour la période 2023-2024, présidera cette instance à compter de juillet 2024 pour une période d'un an, indique le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, lundi, dans un communiqué.

L'Algérie a été élue au poste de vice-président du CIC, en marge de la 58e session du Forum mondial du CIC, tenue à Londres, les 12 juin et 13 juin, précise la même source, relevant que cette élection "permettra de renforcer la position de l'Algérie qui aura désormais une vision prospective en matière de production, d'importation et d'exportation de céréales sur le marché international, notamment en cette conjoncture caractérisée par des conditions économiques et géopolitiques exceptionnelles".

Cette élection permettra également à l'Algérie de "tirer profit des expériences et expertises des pays leaders en matière de production céréalière, particulièrement à travers la concrétisation du nouveau plan de développement de la filière céréalière et légumineuse, que le secteur agricole s'emploie à mettre sur le terrain afin de réaliser la sécurité alimentaire", note la même source.

Une enveloppe de 260 milliards de dinars allouée

Rationalisation de la consommation de l'énergie à un taux de 10% à l'horizon 2030.

Adapter sa consommation énergétique pour lutter contre le changement climatique est devenu plus qu'indispensable pour les autorités nationales, mobilisées dans une démarche d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie. Cette démarche nécessite des investissements à plus long terme et à initier dans les plus brefs délais pour accélérer la transition énergétique dans le pays. Pour l'Etat algérien, la question des ressources financières et humaines ne se pose pas pour la mise en œuvre véritable de son programme de rationalisation de la consommation de l'énergie, à la hauteur des enjeux. Des spécialistes dans le domaine de la transition énergétique qui se sont rencontrés, avant-hier, à Oran, lors du séminaire national sur «l'économie de l'énergie, efficacité énergétique», ont mis en avant les actions du Gouvernement visant à encourager les ménages et les industriels à rationaliser leur consommation énergétique, tout en renforçant leur efficacité énergétique. Pour ce faire, l'Etat «a débloqué un montant de 260 milliards de dinars pour la mise en œuvre du programme de rationalisation de la consommation de l'énergie à un taux de 10% à l'horizon 2030», a indiqué, à l'Agence presse service (APS), Merouane Chaâbane, Directeur général de l'Agence nationale de développement de l'utilisation et rationalisation de l'énergie.

Pour opérer un tel bouleversement, l'Etat décide d'investir davantage dans la transition énergétique à travers le développement des énergies alternatives aux énergies fossiles, à l'instar de l'hydrogène, de l'électricité verte, le gaz naturel liquéfié (GNL)... Inciter, en parallèle, les entreprises et les ménages à réduire leur consommation d'énergie afin de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. C'est devenu un vrai sujet et une véritable urgence pour les autorités locales, les investisseurs et les citoyens qu'il faut responsabiliser davantage et à encourager à optimiser leur consommation quotidienne d'énergie à travers l'ajustement de leurs comportements. Pour y parvenir, l'Etat a décidé, dans un premier temps, selon M. Chaâbane, d'accorder «des sommes importantes pour mettre en œuvre le programme national de maîtrise de l'énergie dans le cadre de sa stratégie de rationalisation de la consommation d'énergie et de transition énergétique qui s'étend sur plusieurs étapes, dont un montant de 260 milliards de dinars pour mettre en œuvre le plan intérimaire qui s'étend de 2023 à 2030, visant à réduire la consommation d'énergie de 10%», a précisé, dans ce sillage, M. Chaâbane.

Pour faire comprendre aux citoyens et industriels l'importance du programme de l'Etat pour atteindre l'efficacité énergétique visant à agir sur «l'utilisation des technologies et solutions

pratiques pour changer les habitudes de consommations de l'énergie par les ménages et les entreprises», l'Agence nationale de développement de l'utilisation et rationalisation de l'énergie intensifie ses campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale. De nombreuses activités de sensibilisation au profit des citoyens et des grands consommateurs ont été menées, selon son directeur général M. Chaâbane, et «ont commencé à porter leurs fruits».



Finabi conseil : « Encourager la bancassurance par des mécanismes fiscaux et financiers »

Effectuant un diagnostic commercial du secteur assurantiel en Algérie, Chabane Assad fondateur du cabinet Finabi conseil affirme qu'à fin 2021, le réseau de distribution du secteur assurantiel en Algérie est constitué de « 1257 Agences directes, 1759 Agents généraux d'assurances, 48 courtiers d'assurances, un réseau bancaire partenaire qui transige les produits assurantiels ».

Dans son analyse, dont une copie nous a été transmise, le même responsable souligne que « la production générée par le réseau directe est de 90,49 milliards de Da.

Une production par agence de 72 millions de Da».

La production des agents généraux d'assurances, elle, «est de 35,18 milliards de Da pour 1759 agents. Une production moyenne par AGA de 20 Millions de Da. La production directe via les agences directes représente plus de 3 fois la production indirecte générée par les AGA ».

Par contre la production générée par les courtiers est «significative et a connu un bond de 43% par rapport à 2020. Elle représentait 12,9 milliards de Da générée par 48 courtiers. Une production moyenne par courtier de 278,75 millions de Da ».

La compagnie d'assurance ayant le réseau de distribution indirecte (AGA et courtier) le plus performant, est «la Cash assurance avec une production de 1, 841 milliards de Da pour 05 intermédiaires donc 368,2 millions de Da en moyenne par intermédiaire ».

« La bancassurance est plus présente dans le segment assurances vie avec une production globale de 6,204 milliards de Da (90% est réalisée par les compagnies d'assurances vie) », souligne M. Assad. Trois compagnies, explique -t-il, «performent dans l'utilisation de ce véhicule de distribution à savoir CARDIF El Djazair (50%), AGLIC (19%) et Caarama assurances (10%) ».

La croissance d'activité de la bancassurance est « fulgurante entre 2011 et 2021. Elle a connu une évolution de 476% passant de 1,077 milliards de Da à 6,204 milliards de Da alors que l'évolution de la production du secteur n'a connu qu'une croissance de 67% passant de 87 milliards de Da en 2011 à 145 milliards de Da en 2021 ».

Au chapitre des recommandations, M. Assad indique que « l'activité de courtier est plus efficace pour le secteur.

N'est il pas nécessaire d'augmenter leur nombre en réduisant les obstacles à l'entrée dans la nouvelle loi? ».

L'activité d'AGA «manque de performance, le modèle économique doit être repensé ».La bancassurance, quant à elle, « doit être encouragée par des outils de régulation fiscaux et financiers car son impact sur la production assurancielle et l'inclusion financière est exponentiel ».



Projet de loi des marchés publics : Des changements qualitatifs

Des changements qualitatifs sont prévus par le nouveau projet de loi régissant règles générales relatives aux marchés publics devant être présenté le 6 juillet prochain pour examen et adoption à l'Assemblée nationale populaire (APN). Ces changements sont principalement au nombre de trois, a estimé Brahim Guendouzi, expert des questions économiques et enseignant à l'université de Tizi-Ouzou. «Le premier est celui de permettre aux entreprises de type start-up et PME de participer à la commande publique» a-t-il indiqué dans une déclaration à El Moudjahid, non sans mettre en relief l'impact escompté d'une telle orientation sur le développement desdites entités économiques qui verront leurs activités s'accroître, compte tenu, a-t-il précisé, de l'importance que représente la commande publique en Algérie. «La commande publique est la locomotive de la croissance», a-t-il affirmé. Le second objectif visé par les dispositions du nouveau projet de loi du code des marchés porte sur la rationalisation de la dépense publique, a poursuivi notre interlocuteur. Selon l'expert Guendouzi, il s'agit là d'une préoccupation majeure, voire même d'une preuve édifiante de changement de la gouvernance économique qui tranche d'une manière radicale avec les failles du passé par lesquelles des dotations budgétaires ont été octroyées pour la réalisation de projets sans s'assurer suffisamment de leur maturité. Autre dérapage non moins grave devant disparaître à jamais des annales économiques une fois le nouveau code des marchés adopté et en vigueur concerne, selon M. Guendouzi, les pratiques condamnables de corruption. A ce propos, notre interlocuteur persiste et signe en affirmant que les dispositions de ce nouveau projet de loi sauront assurer un meilleur ancrage du principe de la transparence, et ce, en veillant au strict respect des normes requises dans la passation des marchés. Sur un autre volet, Brahim Guendouzi s'attend à voir le contenu de ce nouveau texte de loi prendre en charge l'impérieuse nécessité d'assurer une formation de qualité au bénéfice de la ressource humaine en charge de l'examen des marchés publics. «Ces derniers se caractérisent par des procédures souvent complexes, d'où le besoin criant d'une formation adaptée, plus particulièrement au profit des élus locaux, afin de leur permettre notamment une meilleure maîtrise dans la rédaction des cahiers des charges, lesquels constituent un outil fondamental pour réussir un marché public», a-t-il expliqué. Autre apport du nouveau projet de loi, une régulation des plus optimales des partenariats étrangers dans le cadre de la réalisation des différents projets, a conclu notre interlocuteur

Des experts à El Moudjahid : «L'essor économique de l'Algérie facilite son adhésion aux Brics».

Des économistes s'accordent à dire que le dynamisme de l'Algérie, marqué par la visite qui a conduit le président de la République en Russie, et les préparatifs pour la participation au Sommet Russie-Afrique renforceront ses chances de rejoindre le groupe des Brics.

«Les démarches initiées par les autorités algériennes témoignent des efforts importants de l'Algérie pour assurer son intégration au groupe des Brics. Les premiers signes laissent entendre que notre dossier sera accepté en tant qu'Etat observateur avant que l'Algérie ne garantisse officiellement son adhésion au groupe dans les prochaines étapes», explique l'expert en économie Kamel Dib, qui s'est félicité de la visite d'Etat du président Tebboune en Russie et des accords économiques qui en ont découlé. Il a fait part de sa satisfaction de l'examen du dossier «BRICS» avec le Président russe, estimant que le président Tebboune a eu l'occasion de soutenir une fois de plus le dossier de l'Algérie déposé il y a des mois, d'autant plus que la Russie et la Chine sont les plus grands pays du groupe.

Le même expert souligne que la visite en Russie du Président Tebboune témoigne également que l'Algérie est un pays fort avec une intention sincère de nouer des partenariats stratégiques avec des pays qui partagent les mêmes positions et principes économiques et politiques.

«L'Algérie jouit aujourd'hui de bonnes opportunités pour promouvoir sa croissance économique et rejoindre les Brics en tant que membre observateur pour devenir membre à part entière dans les prochaines étapes, mais de manière rapide, en raison de la force et du dynamisme de la Russie au sein du groupe», a-t-il affirmé. Il a mis en avant l'importance de la participation de l'Algérie au sommet Russie-Afrique pour le développement et la sécurité, en juillet prochain, susceptible, selon lui, de donner aux responsables algériens une autre occasion de plaider en faveur du dossier algérien.

L'expert a également évoqué la participation, la semaine dernière, des hommes d'affaires algériens du Conseil du renouveau économique algérien, au forum d'affaires de Hunan en Chine, qui est également membre des Brics. Cette dynamique prouve, selon l'expert, l'orientation orientale de l'économie algérienne après la guerre russo-ukrainienne, et son intention de sortir de la «dollarisation» de l'économie, comme affirmé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune à Moscou.

L'expert soulignera, en outre, la révision par l'Algérie des lois sur l'investissement, les marchés publics, la monnaie et le crédit, le foncier économique, la réalisation du port d'El Hamdania, son initiation de projets routiers avec les pays africains, la poursuite des procès de corruption pour lutter contre les crimes économiques, son encouragement aux petites entreprises et l'augmentation des exportations hors hydrocarbures. Autant d'efforts qui reflètent sa montée en tant que puissance économique qui lui permettrait de rejoindre les Brics.

Le Sommet Russie-Afrique, l'autre opportunité pour l'Algérie

Abondant dans le même sens, l'expert en économie Abdelkader Berriche a affirmé dans une déclaration à El Moudjahid, que la visite du président de la République en Russie renforcera les chances de l'Algérie de rejoindre le groupe Brics. Il a soutenu que les questions stratégiques discutées entre les deux présidents et la signature de l'accord de partenariat stratégique approfondi, qui englobe plusieurs domaines vitaux, permettront de renforcer les relations politiques et économiques et d'accroître le soutien de la Russie au dossier algérien auprès des Brics. «L'Algérie, a-t-il poursuivi, dispose de tous les ingrédients économiques et géopolitiques pour rejoindre le groupe qui œuvre à rééquilibrer le système de gouvernance mondiale en créant un monde multipolaire et équilibré, loin de l'hégémonie de l'Occident menée par les États-Unis d'Amérique. Le groupe travaille également à accélérer la création d'une monnaie de réserve et des paiements internationaux pour sortir progressivement de la domination du dollar et de l'euro dans les flux de mouvements de capitaux et d'échanges internationaux». Notre pays devrait également prendre part au deuxième sommet Russie-Afrique, ce qui était évident, selon l'expert, puisque le président russe a invité directement le président algérien à assister à ce sommet, qui sera une occasion d'évaluer le niveau des relations et du partenariat stratégique entre la Russie et les pays du continent africain. «La présence de l'Algérie à ce sommet est importante pour la Russie, étant donné qu'elle constitue la porte d'entrée en Afrique, qu'elle joue un rôle croissant au niveau diplomatique et qu'elle est membre actif de l'Union africaine et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine», conclut le politologue.



L'axe Alger - Moscou renforcé

Attendue depuis longtemps, la visite du président de la République à Moscou aura tenu toutes ses promesses. Ponctuée par une déclaration de partenariat stratégique approfondi, la visite a permis de renforcer une coopération déjà ancienne, et pas seulement sur le plan militaire. Les deux pays qui sont les plus grands de leurs continents respectifs doivent jouer un rôle important sur la scène mondiale. Autant dire que leur partenariat a été suivi par les observateurs internationaux qui n'ont pas manqué d'accorder une attention particulière au déplacement du président de la République à Moscou. Les deux pays peuvent faire beaucoup pour la stabilité dans le monde, eux qui ont déjà apporté une grande contribution pour la satisfaction des besoins énergétiques d'une grande partie du globe, dans le cadre de l'OPEP+. Déjà, au Conseil de sécurité, dont l'un est membre permanent et l'autre non permanent, la Russie et l'Algérie ont un grand devoir de défense des causes justes à travers le globe, comme elles l'ont fait quand la première était le principal pays du bloc soviétique et la seconde leader des non-alignés et du tiers-monde, en général. La déclaration de partenariat stratégique montre justement combien leur vision est commune,

à propos de plusieurs de ces causes, comme la Palestine et le Sahara occidental occupés. Les citoyens de ces pays qui souffrent du joug colonial fondent de grands espoirs sur cette action étroite de la Russie et de l'Algérie, pour appuyer leur combat pour l'autodétermination. Mais la coopération, qui a connu une accélération certaine, grâce aux accords signés, en plus de la déclaration de partenariat stratégique approfondi, vise d'abord à améliorer les conditions de vie des habitants des deux pays. En effet, pas moins de huit conventions ont été paraphées par les membres des deux délégations, en présence du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, d'un côté, et son homologue russe, de l'autre. Elles portent sur les secteurs de la justice, des télécommunications, de l'agriculture, de la culture, des ressources en eau et de l'exploration de l'espace à des fins pacifiques. Un accord de coopération entre les hommes d'affaires des deux pays a été également paraphé. Ce nombre traduit clairement, selon le président de la République, l'ambition de l'Algérie et de la Russie d'élargir les perspectives de coopération entre les deux pays. D'ailleurs, Tebboune était accompagné de plusieurs chefs d'entreprises algériennes. Il a même lancé un appel aux opérateurs russes, pour venir s'installer dans notre pays. Rappelant les atouts certains de l'Algérie dans ce domaine, le chef de l'État, qui était l'hôte de marque du forum de Saint-Petersbourg, a évoqué les avantages offerts également par la réglementation algérienne en matière d'investissement. Ces perspectives, qui sont un exemple de coopération réussie entre deux pays lointains géographiquement, mais proches politiquement, peuvent rayonner sur les deux régions que ces derniers couvrent. L'Algérie, qui est le plus vaste pays en Afrique, peut aider ses voisins à être plus prospères, entreprise qu'elle a commencée dans cette voie, au demeurant. Les pays de l'Afrique de l'Ouest consomment des produits made in Algeria, dont le transport profite à toute la population des zones frontalières. Il en sera de même pour l'Afrique de l'Est. Avec l'aide de nos amis russes, nous pouvons œuvrer à un meilleur développement du continent. Les Russes, quant à eux, gagnent, grâce à l'Algérie, un partenaire fiable qui peut accompagner la relance de l'économie russe et, partant, celles de toute l'Europe de l'Est. On comprend pourquoi les Russes appuient l'entrée de l'Algérie au groupe des BRICS, une étape qui constitue un nouveau pôle de progrès et un barrage à la domination occidentale qui va à l'encontre des intérêts des pays de la région. L'axe Alger-Moscou, qui se renforce inexorablement, dérange peut-être. Mais il pèse lourdement. En jetant les bases d'une coopération mutuellement profitable, il apporte une nouvelle vision de l'ordre économique mondial, orienté actuellement sur l'exploitation des ressources des pays du Sud au profit de ceux du Nord. L'Algérie et la Russie peuvent donner un nouveau modèle à suivre pour les autres pays. Des rapports gagnant-gagnant pour le bien de leurs populations respectives.

Finances: Laaziz Faïd reçoit le directeur Maghreb de la Société financière internationale

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu dimanche, au siège de son département ministériel, le directeur Maghreb et Djibouti auprès de la Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale (BM), Xavier Reille, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a constitué «une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et la SFI, notamment en matière d'amélioration du climat des affaires, de la redynamisation du rôle du secteur bancaire dans la relance économique et son implantation à l'étranger ainsi que du rôle des start-up dans l'accroissement de la richesse», précise la même source. A l'occasion, le ministre des Finances et le responsable de la SFI ont procédé à un échange de points de vue sur «l'évolution de la situation économique mondiale, ainsi qu'en Algérie». A cet effet, M. Faïd a abordé «les réformes engagées par l'Algérie en vue de diversifier son économie et booster son développement socio-économique, dans un contexte mondial marqué par l'inflation des prix des produits de base», est-il souligné. Il a, dans ce cadre, rappelé les mesures introduites par la nouvelle Loi sur l'investissement, visant l'amélioration du climat d'investissement et l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, à travers notamment «l'instauration de plus de transparence et davantage de garantie». La SFI a pour mission de «soutenir le développement du secteur privé», en appuyant les entreprises de ses pays membres à travers, notamment, «des financements et des prises de participation, tout en leur assurant des appuis techniques en vue de leur permettre d'être compétitifs sur le marché», a fait savoir le ministère.

Conseil international des céréales: L'Algérie prend la présidence à partir de juillet 2024.

L'Algérie, élue à l'unanimité vice-présidente du Conseil international des céréales (CIC) pour la période 2023-2024, présidera cette instance à compter de juillet 2024 pour une période d'un an, indique le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, hier, dans un communiqué. L'Algérie a été élue au poste de vice-président du CIC, en marge de la 58e session du Forum mondial du CIC, tenue à Londres, les 12 juin et 13 juin, précise la même source, relevant que cette élection «permettra de renforcer la position de l'Algérie qui aura

désormais une vision prospective en matière de production, d'importation et d'exportation de céréales sur le marché international, notamment en cette conjoncture caractérisée par des conditions économiques et géopolitiques exceptionnelles». Cette élection permettra également à l'Algérie de «tirer profit des expériences et expertises des pays leaders en matière de production céréalière, particulièrement à travers la concrétisation du nouveau plan de développement de la filière céréalière et légumineuse, que le secteur agricole s'emploie à mettre sur le terrain afin de réaliser la sécurité alimentaire», note la même source. Le CIC est une organisation ayant pour objectif de renforcer la coopération internationale dans le commerce des céréales, contribuer à la stabilité des marchés des céréales et améliorer la sécurité alimentaire mondiale. A noter que «l'Algérie assurera la présidence du CIC, à compter de juillet 2024, conformément aux Statuts du Conseil».



Lafarge Algérie a exporté pour 80 millions de dollars durant le premier semestre 2023

Lafarge Algérie, filiale du groupe Suisse Holcim, a annoncé, ce lundi 19 juin dans un communiqué, d'excellents résultats à l'exportation au premier semestre 2023.

« Grâce au soutien des autorités algériennes et à une collaboration étroite avec ses partenaires, Lafarge Algérie a exporté près de 1.7 million de tonnes de produits, dont 39% de produits finis «Ciment», pour une valeur dépassant 80 Millions de dollars américains », indique Lafarge Algérie, en précisant que « ces chiffres dépassent largement le chiffre d'affaires export de l'année précédente sur la même période. »

Parallèlement, ajoute la même source, des efforts sont déployés sur le marché local, en proposant des solutions innovantes telles que le CHAMIL™ ECOPlanet, premier ciment « vert » en Algérie à empreinte carbone réduite, AIRIUM™, une solution d'isolation thermique des bâtiments, et ARDIA™, une solution innovante pour la construction et la rénovation des routes.

« Le Groupe a intensifié ses efforts d'exportation vers de nouveaux marchés plus compétitifs sur les cinq continents. Ces exportations ont été réalisées à partir de plusieurs ports algériens, bénéficiant du soutien crucial des autorités centrales, portuaires, douanières et de la P.A.F », explique Lafarge Algérie.

En mars, Lafarge Algérie a réalisé sa première opération d'exportation de ciment pétrolier « WellCem™ » vers la Tunisie par voie terrestre, répondant ainsi aux exigences de ses clients et diversifiant son mode d'expédition, rappelle-t-on dans le communiqué.

« Aujourd'hui, et malgré le contexte international difficile, Lafarge Algérie reste déterminé à continuer de croître ses exportations et vise à exporter plus de 4 millions de tonnes de ses produits sur l'ensemble de l'année 2023, lit-on dans le communiqué, qui ajoute : « Pour ce

faire, un programme d'investissement sera intensifié ces prochains mois, en plus des 18 millions de dollars déjà investis, afin de consolider sa stratégie axée sur le développement durable, la protection de l'environnement et la priorisation des exportations de produits finis. »

Parmi ces projets durables figure le démarrage du chargeur automatique de navires au port de Djendjen, avec une capacité de chargement de 18.000 tonnes par jour. Des quais, des silos de stockage et une plateforme logistique dédiée à l'exportation ont également été construits, avec une extension prévue d'ici fin d'année. De plus, l'entreprise dispose désormais d'une nouvelle flotte de camions performants pour faciliter le transport de ses produits, précise la même source.

« Lafarge Algérie exprime sa gratitude envers tous ses partenaires, clients et autorités pour leur soutien sans faille. L'entreprise reste déterminée à renforcer sa position sur le marché international tout en contribuant au développement économique de l'Algérie et à la protection de ses ressources naturelles à travers son activité Geocycle™ de valorisation des déchets industriels », conclut le communiqué.



مقترح لتعديل القانون العضوي 18/15 على طاوله البرلمان

!خطة تصحيحية" لإعداد ميزانيات الدولة بعد 6 أشهر من التنفيذ"

لا يزال القانون العضوي لقوانين المالية رقم 18 /15 رغم كل الدورات التكوينية والشروحات المقدمة من طرف خبراء وأخصائيي وزارة المالية لإطارات الدولة، يثير جدلا في طريقة تطبيقه في الميدان لدى بعض الإدارات وقدم نواب بالمجلس الشعبي الوطني مقترحا لتعديل القانون العضوي لإعداد قوانين المالية في الجزء المتعلق بميزانية الأهداف، بعد 6 أشهر من الشروع في تطبيقه بشكل رسمي من طرف الجهاز التنفيذي وأودع نواب بالغرفة السفلى مقترحا لتعديل القانون العضوي لقوانين المالية لا يزال لحد الساعة محل دراسة من قبل المستشارين القانونيين للمجلس الشعبي الوطني ولم يحظ بالقبول بعد، إذ يدرس مكتب المجلس قانون عضوي يعدل ويتم القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق لـ 2 سبتمبر سنة 2018، المتعلق بقوانين المالية ويقترح معدو القانون حذف الهيئة التشريعية بغرفتيها، من إلزامية تحديد ميزانيتها حسب الأهداف، وهذا نظرا لصعوبة توقع الميزانية، والمشاريع بشكل دقيق قبل بداية السنة المالية وأوضح مصدر ذو صلة بالملف، أن ميزانية الأهداف للمجلس الشعبي الوطني، لا يمكن أن تقاس بشكل سنوي، أو قبل بداية السنة بسبب عدم وضوح الأجندة والبرامج التي تصل الغرفتين من الحكومة بشكل

مفاجئ أحيانا وبطريقة غير متوقعة أحيانا أخرى، على غرار البعثات الاستعلامية أو القوانين الجديدة أو التمثيلات الدبلوماسية البرلمانية في الخارج، والتي عادة ما تكون غير مبرمجة، وترتبط بالأحداث الدولية والعالمية

وشدد المتحدث على أن نشاط البرلمان كهيئة تشريعية يجب أن يتسم بالمرونة وهو ما يتنافى مع الدقة الشديدة في الميزانية التي تعتمد عليها ميزانية الأهداف، رغم أنها تهدف إلى تحقيق الشفافية وتطوير الفساد، وتمكين تحقيق الرقابة القبلية والبعديّة على الميزانية ودفعت الصعوبات التي تواجه الهيئة التشريعية في تحديد ميزانية الأهداف، معدي هذا القانون إلى المطالبة بتقدير خصوصية الوضع واستثناء الهيئة التشريعية في هذه الحالات ومعلوم أن القانون العضوي لقوانين المالية رقم 15 / 18 يهدف إلى تجسيد الحوكمة المالية وإعطاء أكثر استقلالية ومسؤولية للمسيرين العموميين، حيث أن النص القانوني الذي دخل حيز التنفيذ بداية من شهر جانفي المنصرم، من شأنه تجسيد الحوكمة المالية وإعطاء مسؤولية أكثر للأمرين بالصرف والمسيرين العموميين بصفة عامة وتكريس مبادئ تقييم ورقابة الأداء حفاظا على المال العام لتنفيذ الميزانيات 2020 وسبق وأن أعلن وزير المالية لعزیز فايد عن إطلاق تكوينات بالجملة منذ سنة الجديدة، اعتمدت من قبل مصالح وزارة المالية حيث تم تكوين 16 ألف إطار من مختلف الوزارات والهيئات منهم 3500 إطار مركزي و12500 إطار على المستوى المحلي، وبعدها 12823 إطار، منهم 800 إطار مركزي والباقي محلي، مع تكوين جميع الولاة والأمناء العاميين للوزارات والمؤسسات العمومية على دورات

وباشرت المدرسة الوطنية للإدارة "أحمد مدغري" أيضا منذ سنتين التركيز في برامجها وتكويناتها على تلقين التلاميذ أساسيات القانون العضوي الجديد لإعداد قوانين المالية، وهذا للخروج بإطارات تجيد تطبيق ما ينص عليه القانون في الميدان والذي يهدف بالدرجة الأولى لبلوغ الشفافية المالية



قفزة "غير مسبوقه" للصادرات الجزائرية خارج المحروقات

تسجل الجزائر قفزة غير مسبوقه في الصادرات خارج المحروقات، حيث ينتظر أن تبلغ 13 مليار دولار هذه السنة، حسب ما رصدته وكالة الأنباء الجزائرية

فقد نجحت الجزائر في رفع صادراتها خارج المحروقات إلى 7 ملايين دولار السنة "الماضية، مقابل 1.3 و1.8 مليار دولار سنويا خلال العقود السابقة"، تقول الوكالة

[زيارته](#) واستشهدت الوكالة في هذا الشأن بتصريح رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خلال [الأخيرة لروسيا](#)

قد يبدو مبلغ 7 ملايين دولار رقما ضعيفا، لكنه بالنسبة للماضي يعتبر معجزة. لقد تمكنا، إلى 5 مليار دولار في 2019 لأول مرة، من رفع صادراتنا من 1.7 مليار دولار سنة 2021.

ونعمل على بلوغ 13. ثم إلى 7 مليار دولار في 2022، بارتفاع سنوي قدره 30 بالمائة مليار دولار من الصادرات خارج المحروقات خلال السنة الجارية، وبهذا تكون عجلة التنمية قد انطلقت.

وتعول الجزائر، من أجل بلوغ هذا الهدف الطموح، على عدة قطاعات واعدة مثل الصناعات الكيماوية والغذائية ومواد البناء والفلاحة.

فخلال الأشهر الـ11 الأولى من 2022، فاقت الصادرات الجزائرية خارج المحروقات نسبة 10 بالمائة من إجمالي الصادرات، وهو ما يمثل سابقة تاريخية، بعد أن نجحت الجزائر في تصدير منتجاتها إلى جميع بقاع العالم.

و تصدرت الأسمدة الجزائرية المرتبة الأولى في قائمة المواد المصدرة بـ 1.7 مليار دولار، يليها الحديد والصلب بأزيد من 500 مليون دولار.

ثم شعبة الإسمت بحوالي 400 مليون دولار، وشعبة مواد التنظيف التي حققت صادرات 2021 بأكثر من 48 مليون دولار، مقابل 1 مليون دولار خلال سنة

كما تعرف صادرات التمور الجزائرية رواجا كبيرا في الأسواق العالمية، حيث بلغت قيمتها نحو 80 مليون دولار سنة 2021، تشير [وكالة الأنباء الجزائرية](#)



النتائج المحلي الإجمالي لدول بريكس والدول المرشحة لعضوية المجموعة

..بريكس” تضم 41% من سكان العالم، وتمثل حوالي ثلث الاقتصاد العالمي“

تعرف من خلال الإنفوجرافيك على النتائج المحلي الإجمالي للدول الأعضاء والنتائج الإجمالي للدول التي تقدمت بطلب رسمي للانضمام لـ “بريكس

حسب حصيلة النصف الأول من السنة الجارية

نتائج استثنائية في التصدير لشركة "لافارج الجزائر"

أعلنت شركة "لافارج الجزائر"، التابعة لمجموعة هولسيم السويسرية، الاثنين، عن النتائج المحققة في عمليات التصدير خلال النصف الأول من السنة الجارية، والتي وصفتها بـ "الممتازة"، مشيدة بدعم السلطات الجزائرية والتعاون الوثيق مع شركائها. وحسب حصيلة الشركة، فإن "لافارج الجزائر" صدّرت حوالي 1.7 مليون طن من المنتجات خلال النصف الأول من السنة الجارية، بما في ذلك 39 بالمائة من المنتجات النهائية "الإسمنت"، بقيمة تجاوزت 80 مليون دولار أمريكي، وتتجاوز هذه الأرقام بكثير إيرادات التصدير للعام الماضي خلال نفس الفترة.

وجدت الشركة في بيان لها، تلقت "الشروق" نسخة منه، التذكير بما تقدمه من حلول مبتكرة في السوق المحلية على غرار CHAMIL™ECOPlanet، وهو أول إسمنت "أخضر" في الجزائر، ببصمة كربون منخفضة، وكذا تقنية "أرديا" وهي عبارة عن عزل حراري للمباني، وهي حل مبتكر يستعمل في إنجاز

وأضافت **الشركة** أنها ضاعفت من جهودها لتصدير منتوجاتها إلى أسواق جديدة أكثر تنافسية في القارات الخمس، حيث تم تنفيذ عمليات التصدير من عدة موانئ جزائرية بفضل دعم ومرافقة السلطات المركزية والموانئ والجمارك وكذا شرطة الحدود. وللاشارة، قامت "لافارج الجزائر" في شهر مارس الماضي بأول عملية تصدير لمادة الإسمنت البترولي "ويلسيم" إلى تونس عن طريق البر، ملبية بذلك متطلبات عملائها وتنويع طرق الشحن. وأشار بيان الشركة إلى أنه "بالرغم من السياق الدولي الصعب، تظل لافارج الجزائر مصممة على مواصلة زيادة صادراتها وتستهدف تصدير أكثر من 4 ملايين طن من منتجاتها على مدار عام 2023، ولتحقيق ذلك، سيتم تكثيف برنامج الاستثمار خلال الأشهر القادمة، بالإضافة إلى 18 مليون دولار استثمرت بالفعل لتعزيز إستراتيجيتها التي تركز على الاستدامة وحماية البيئة وإعطاء الأولوية لتصدير المنتجات النهائية".

ومن بين هذه المشاريع المستدامة، بدء تشغيل محمل السفن الآلي في ميناء جن جن بطاقة تحميل تبلغ 18000 طن يوميا، كما تم بناء أرصفة ومستودعات تخزين ومنصة لوجستية مخصصة للتصدير، مع توسعة مرتقبة بحلول نهاية السنة، فضلا عن امتلاك الشركة الآن لأسطول جديد من الشاحنات عالية الكفاءة لتسهيل نقل منتجاتها.

"تتعلق بشهادة المطابقة "حلال"

إجراءات جديدة لتقليص مكوث الحاويات في الموانئ

أعفت وزارة التجارة وترقية الصادرات المنتجات الموطّنة بنكيا أو الشحنات التي وصلت الموانئ قبل 13 جوان الجاري، من تطبيق التعلّمة الخاصة بالمطابقة "حلال"، والتي تنص على اشتراط الشهادة بالنسبة للسلع المستوردة من فرنسا أو دول أوروبية من مكتب ممثل للمعهد الإسلامي لمسجد باريس. وأمرت الوزارة بتحريها فوراً على مستوى الموانئ، بغض النظر عن مصدر شهادة المطابقة التي يقدّمها المستورد (أي عدم اشتراط أن تكون صادرة عن المعهد الإسلامي لمسجد باريس)، لتخفيف الضغط عن الموانئ وتقليص مدّة مكوث الحاويات بها. وحسب تعلّمة موقّعة من طرف أحمد مقراني المدير العام للرقابة الاقتصادية وقمع الغش بوزارة التجارة وترقية الصادرات، موجّهة للمديرين الجهويين للتجارة لتبليغ المديرين الولائيين، بتاريخ 13 جوان، تحت ترقيم 1753 تحمل عنوان "شهادة المطابقة حلال". "تلقت دائرتنا الوزارية تعليمات مفادها وجود عدّة شحنات عالقة على مستوى الحدود، جراء تطبيق التعلّمة المُنعلّقة بضرورة اشتراط شهادة مطابقة حلال، للسلع والبضائع المعنية بالإشهاد الحلال، والمدرجة في القائمة المرفقة، المستوردة من فرنسا أو من أي دولة أوروبية يتوقّر بها مكتب ممثل للمعهد الإسلامي، لمسجد باريس، مكلف بمتابعة إجراءات منح هذه الشهادة."

وتضيف التعلّمة: "في هذا الشأن وكون إجراءات استيراد هذه الشحنات تمت قبل صدور هذه التعلّمة، وتجسيدا لتعليمات السلطات العمومية، الرامية لتقليص مصاريف المكوث المطوّل للحاويات، على مستوى الموانئ، يشرفني أن أطلب منكم إسداء التعليمات اللازمة لرؤساء المفتشّيات الحدودية لقبول شهادات مطابقة حلال مقدمة من طرف هيئات أخرى غير المعهد الإسلامي لمسجد باريس، بالنسبة للشحنات المعنية بشهادة حلال، التي تم توطين فواتيرها أو شحنها قبل صدور هذا القرار." ودعا أحمد مقراني إلى [التطبيق](#) الصارم لهذه التعلّمة وتنفيذها ونشرها بالسرعة القصوى.

صب منحة متضرري التقلبات الجوية في هذا التاريخ

أكد وزير الصيد البحري والموارد الصيدية، أحمد بداني، اليوم الاثنين، بان المنحة التي أقرها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، لفائدة الصيادين المتضررين من التقلبات الجوية سيتم صبتها خلال هذا الاسبوع.

واوضح الوزير خلال ندوة صحفية نشطها على هامش اجتماع تقييمي لقطاع الصيد البحري والموارد الصيدية، “اننا احصينا 1.027 صيادا اغلبهم ينشطون على مستوى مينائي خميستي وفوكة (تيزازة) الذين سيستفيدون خلال هذا الاسبوع، من المنحة التي اقرها رئيس الجمهورية”، مشيرا الى ان المنحة الاستثنائية الشهرية المقدرة بثلاثين ألف دينار (30.000 دج) “سيتم منحها الى غاية اعادة فتح المينائين المغلوقين بسبب الخسائر التي تسببت فيها التقلبات الجوية.”

و اضاف يقول في ذات الاطار، ان العملية توجد حاليا في مرحلة “استكمال الاجراءات الادارية المعتادة من اجل الشروع في صب هذه المنح.”

كما اكد بداني، ان عمليات تفتيش تقنية ستقوم بتقييم مستوى الخسائر التي لحقت بتجهيزات وعتاد الصيد من اجل الشروع في التعويضات الخاصة بهذا الجانب.

بالموازاة مع ذلك -يضيف الوزير- “فان عمليات تنظيف الموانئ ورفع الاوحال والركام جارية، سيما على مستوى ميناء خميستي الاكثر تضررا”، مؤكدا ان “عمليات ازالة الطمي من الموانئ لاستخراج الرمال والاوحال المتواجدة بالاعماق ستسبق اعادة فتح الموانئ امام سفن الصيادين.”



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger